



## Compte-rendu et déclaration liminaire CSAL FS du 7 octobre 2024

Ce CSA-FS s'est déroulé sous la présidence de Dominique GONTARD.

La CGT Finances et Solidaires Finances étaient présents, la CFDT était représentée par un expert, les représentants élus n'étant pas présents. La CFDT n'avait donc aucun droit de vote.

**A l'ouverture de la séance, la CGT Finances Publiques 89 a fait lecture de la déclaration liminaire suivante :**

*« Madame la Présidente*

*Pour la CGT Finances Publiques, il est impossible de ne pas dénoncer le caractère inédit de la mascarade post élections législatives, le garant des institutions s'étant dévoyé à concocter des manipulations d'arrière-cuisine indignes de la responsabilité qui lui a été confiée par les Français.*

*Non seulement le président ne tient pas compte du front qui a empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir, mais il poursuit et s'obstine dans sa politique de reculs des droits sociaux (retraite, assurance chômage, sécurité sociale, services publics...), en nommant comme chef du gouvernement, avec la complicité du RN, un homme du passé issu d'un parti politique qui n'est que la 4ème force de l'Assemblée Nationale.*

*Pour la CGT Finances Publiques, rien n'est joué d'avance, d'autres choix de société sont possibles quand le peuple se mobilise dans la durée.*

*Concernant l'ordre du jour de notre réunion, le gouvernement Barnier vient de décréter la santé mentale grande cause nationale.*

*Nous vous rappelons donc votre obligation de veiller à la sécurité et à la protection de la santé de vos agents, obligation qui recouvre santé physique et mentale.*

*Or, avec une organisation du travail architecturée autour du tout numérique et du morcellement des tâches, qui génèrent la perte d'autonomie et de savoir, bien des collègues ne sont plus en mesure d'évaluer l'importance et la valeur de leurs tâches dans une chaîne de travail qu'ils ne maîtrisent plus. Cette perte d'autonomie s'accompagne aussi d'une perte de sens du travail, comme des conflits de valeur et pour finir la perte de l'estime de soi.*

*L'absence de perspectives et de certitudes professionnelles à moyen ou à long terme avec les restructurations et les changements d'organisation du travail perpétuels empêche les personnels de la DGFIP de se projeter dans un avenir toujours plus instable. Ce ne sont pas les dernières annonces gouvernementales du non-remplacement des fonctionnaires qui vont rassurer les agents. Le fonctionnaire bashing est de retour !*

*Le document unique que nous aurons à examiner dans cette séance illustre point par point ces propos : plus de travail, moins d'agents, perte de sens du travail, menaces d'éventuelles fusions de structure. »*

**En réponse**, la Présidente a remercié les organisations syndicales pour leur présence aujourd'hui, car ce n'est pas le choix retenu au niveau national. Cela permet d'avancer sur certains sujets. Elle attend le projet de loi de finances (LF) qui devrait être déposé d'ici quelques jours.

Elle a rencontré notre nouveau ministre qui ne s'est pas exprimé sur le projet de LF. Il a rappelé le contexte économique lors de cette rencontre. La date du 9 octobre 2024 devrait être tenue pour permettre le respect des 70 jours d'examen par le parlement. La Présidente ne partage pas l'avis de la CGT sur le « fonctionnaire bashing ». Le nouveau ministre connaît notre administration et a vanté notre professionnalisme et la manière avec laquelle la DGFIP avait travaillé pendant la pandémie. A son niveau elle n'a pas plus d'informations à ce stade à communiquer.

## **I) Procès-verbal des CSAL FS des 13/11 et 11/04 (avis) :**

Les deux PV ont été validés par la CGT Finances Publiques et Solidaires (la CFDT ne pouvant pas voter).

## **II) Présentation du DUERP et du Programme annuel de Prévention (PAP) :**

Les chefs de service et les agents ont travaillé avec le nouveau logiciel qui modifie la donne, tout en étant plus moderne. Auparavant, le DUERP était renvoyé aux chefs de service pour être mis à jour, aux agents tous les deux ans. Aujourd'hui il est modifiable toute l'année sans date de mise à jour. Les risques ont été restructurés, avec un peu moins de risques que sur l'ancienne nomenclature, mais avec l'obligation pour les agents et les chefs de service de présenter la situation d'exposition. Cela devrait faciliter la prévention du risque, selon la direction. Il y a environ 300 lignes suite aux retours des agents. La méthode était laissée libre aux chefs de service qui ont pu le faire par réunion ou par courriel, sur la base de départ de l'ancien DUERP.

**Une réunion du GT du CSAL-FS s'est tenue le 17 septembre 2024** pour partir de ces risques. A l'issue de cette réunion, la validation a été faite. Ce document rend désormais visible le DUERP, bâtiment par bâtiment, ce qui en facilite la consultation.

La direction précise que certains risques pourront être supprimés au fur et à mesure et que des mises à jour sont possibles rapidement, après formation pour les risques psycho-sociaux (RPS).

La CGT peut confirmer que les remarques faites durant le GT par les OS ont été reprises, par exemple s'agissant de la nécessité des exercices incendies.

### **Les principaux risques relevés sont liés :**

- au public et aux agressions possibles des agents,
- à l'hygiène des locaux,
- aux RPS,
- un peu moins cette année selon la direction aux réformes, à l'environnement thermique et aux écrans.

**La CGT Finances Publiques a demandé, en prenant un exemple précis, relevé lors de notre visite de site, concernant l'environnement thermique de la Trésorerie hospitalière, ce que signifiait « à lancer » dans le DUERP. Comment va se traduire cela concrètement ?**

L'administration a répondu que ce sera à voir avec l'hôpital, certainement sous contrôle et suivi du pôle transverse.

**Concernant l'hygiène des locaux, l'administration a précisé avoir rencontré les responsables locaux de la société DERICHEBOURG qui se propose de « rattraper » la situation au niveau propreté.**

**La CGT Finances Publiques a demandé si un « grand nettoyage de printemps » est possible ?**

L'administration préfère mettre en suspend cette opération payée par le CSAL FS en attendant de voir le résultat du « rattrapage proposé » pour le ménage. La direction a l'espoir de l'avoir gratuitement.

**La CGT Finances Publiques a souligné qu'il existait des différences entre étages sur les gros bâtiments.**

La Direction acquiesce. Il y a des difficultés de recrutements et un déficit de suivi par leur employeur. On aura à l'avenir deux gestionnaires de proximité au sein de DERICHEBOURG. Le service BIL fera le tour avec eux pour cibler les zones à nettoyer en priorité.

La CGT Finances Publiques et Solidaires donnent un avis favorable sur le projet du PAP , la CFDT n'ayant pas de droit de vote.

#### **IV) Point d'avancement des dossiers immobiliers :**

La direction locale précise que ce ne sera que des compléments par rapport aux derniers éléments communiqués en CSAL -FS, avec quelques focus.

- **Sens** : Sur l'accueil de Sens, l'avis de l'ergonome vient d'arriver à la direction., avec deux possibilités, soit de supprimer les toilettes publiques du RdC, soit de les garder. La Direction ne pourra pas financer sur sa DGF. Il faudra que ce soit chiffré et que des crédits soient sollicités auprès de la DG.  
**La CGT Finances a demandé** ce qu'il en serait sans crédit.  
 L'administration a répondu que dans ce cas seule la sécurisation de l'accueil serait faite.  
 La CGT a demandé un ordre d'idée des délais, 2025 ? La direction ne s'avance pas.  
 Par ailleurs, une pièce pour le digicode d'une porte, en panne, a été commandé. Le portail fonctionne enfin.
  
- **Auxerre** :L'accueil est plus simple à faire qu'à Sens, pour la direction. Des devis ont été réceptionnés. Celui concernant l'électricité est quasi validée. Les autres devis sont reçus, avec la sous-section 4 nécessaire en environnement amianté (encapsulé ici), dans la limite du montant prévu. La direction est assez confiante pour trouver la meilleure entreprise sur trois ayant transmis un devis. Ensuite restera à surveiller le cadencement des travaux, mais avec l'espoir que la première tranche démarre d'ici la fin de l'année 2024.  
**La CGT a souligné** qu'il y a un créneau à ne pas rater d'ici à la nouvelle campagne d'IR, pour faire ces travaux.
  
- **Chablis et Tonnerre** :La direction se positionne dès à présent sur des demandes de changements de grilles qui ne seront pas prises par la DGF, au motif que l'Etat n'est pas propriétaire.

#### V) Présentation du déménagement de Joigny (avis) :

Aux dires mêmes de la direction, il s'agit d'un « feuilleton à plusieurs épisodes »... Un nouveau retard est signalé par l'architecte, s'agissant de l'accès aux locaux des étages pour la livraison de mobiliers. La baie informatique devrait être prochainement livrée, ce qui est positif, même si les délais de son branchement pourraient contractuellement être effectués entre un et trois mois.

La mairie s'agace des retards de chantier. Nous aussi !

**La CGT a demandé** quels étaient les délais attendus selon la direction?

Réponse de la direction : En janvier, l'installation se fera, en commençant par le SGC qui a plus de contraintes métiers que le SAPF.

Les plans transmis n'ont par ailleurs pas de grosses modifications par rapport aux anciens documents.

La CGT Finances Publiques et Solidaires ont émis un avis favorable à ce stade, la CFDT n'ayant pas le droit de vote.

**La CGT a demandé qu'une visite du site soit organisée avant l'installation des agents.**

#### **VI) Fiches de signalement :**

La direction ajoute quelques observations sur les fiches.

Il y a eu une garde à vue pour une personne demandant si elle devait venir avec un fusil, personne déjà bien connue de nos services. S'agissant d'une secrétaire de mairie insultante, le maire a été informé.

**La CGT se satisfait de ces réponses fortes.**

#### **VII) Fiches accidents :**

Trois accidents sont détaillés par la direction.

#### **VIII) Fiches navettes des registres santé/sécurité :**

La direction n'a pas reçu de fiches navettes, ce qui n'est pas une mauvaise chose pour elle. Ce type de document papier n'était plus vraiment adapté.

#### **IX) Proposition des actions nouvelles 2024 (avis) :**

Deux éléments budgétaires sont évoqués, l'un hors formation, l'autre pour la formation.

En résumé, des formations automobiles sur boîte automatique ont été faites et sont terminées. Une ligne budgétaire sur le SST va être rajoutée s'agissant de la protection civile (nouvelle responsable des formations aux gestes qui sauvent), à hauteur de 770 euros.

Les exercices incendies auront lieu sur tous les sites pour 2450 euros.

Il va rester 1000 euros sur le budget formation, difficilement utilisable d'ici la fin de l'année. L'an dernier, on avait pris à d'autres départements des soldes non utilisés, peut-être que l'on en rendra un peu cette année.

Selon l'ISST, on pourra peut-être les rebasculer en formation locale. Ce n'est pas simple courant octobre, cela manque de flexibilité à cette période.

**L'ISST** nous informe que dans les marchés nouvellement pris, qui se mettent en place, nous aurons moins de marge de manœuvre s'agissant des différentes formations de secourisme (protection civile et SST). Dans le cadre de la politique interministérielle, on a peu d'informations sur le nombre de sessions à venir pour les « gestes qui sauvent ». Ce sera à revoir lorsque l'on aura les tarifs.

La direction précise qu'elle demande aussi aux douaniers pour avoir assez de monde aux formations. Par ailleurs, les listes sur tous les agents formés au SST ont été affichées.

Sur le budget hors formations, des devis précédemment validés ont été fournis signés aux OS. Il s'agit de l'achat de casques pour téléphone, des stores aux SGC d'Auxerre et au CFP des Moreaux.

De nouveaux devis de travaux de maintenance par CHUBB ont été reçus par la direction, ainsi que des achats de fauteuils, de repose-pieds, de souris verticales et de trousse de secours. Le budget hors formation a un solde désormais de quelque 2020 euros. La direction propose de finaliser le budget avec des bras pour écrans d'ordinateurs, très demandés par les agents.

## **X) Questions diverses :**

### **Mise en place du Wifi à la DDFIP :**

Des démarches sont en cours pour la mise en place dans plusieurs lieux de réunions pour éviter de se connecter sur sa clé 4G. La direction a été déjà retenue.

### **Elaboration d'un plan mobilité employeur**

Un point a été fait sur les plans de mobilité employeurs, pour optimiser les déplacements domicile-travail. C'est une obligation pour toutes les directions.

La ville de Sens, ainsi que son pourtour, a été retenue comme première cible. Une équipe projet a été élaborée autour de la direction, avec l'appui des chefs de services. Cela passera également par des référents détectés dans les services. Le dépouillement d'un questionnaire permettra de faire un bilan. Ensuite un GT affinera les solutions possibles, en intégrant des agents sur ces réflexions. Des démarches seront faites avec les autres gros employeurs de Sens pour mutualiser les solutions. Le projet s'établit afin qu'un plan d'actions soit obtenu au 2<sup>e</sup> trimestre 2025.

**Vos représentants CGT Finances Publiques**

**Caroline GERMAIN,  
Nathalie ARNASSAND,  
Stéphane BERGER  
Emilie BONNET**